



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Patrimoine
culturel
immatériel

13 COM

ITH/18/13.COM/17
Paris, le 29 octobre 2018
Original : anglais

CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Treizième session
Port-Louis, République de Maurice
26 novembre – 1^{er} décembre 2018

Point 17 de l'ordre du jour provisoire :

Suivi de la mise en œuvre des recommandations pertinentes du
Groupe de travail à composition non limitée sur la gouvernance, les procédures et les
méthodes de travail des organes directeurs de l'UNESCO

Résumé

À l'occasion de sa trente-neuvième session, par la résolution 39 C/87, la Conférence générale a invité le Conseil exécutif, la Directrice générale et les organes directeurs des différents organes à mettre en œuvre les recommandations sur la gouvernance de l'UNESCO, approuvées par la même résolution. Le présent document se propose de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces recommandations applicables aux organes directeurs de la Convention de 2003 par rapport à l'état d'avancement présenté à la septième session de l'Assemblée générale.

Décision requise : paragraphe 10

1. Lors de sa trente-neuvième session en 2017, la Conférence générale a approuvé un ensemble de recommandations sur la gouvernance, les procédures et les méthodes de travail des organes directeurs de l'UNESCO (résolution 39 C/87). Ces recommandations s'appuient sur le travail du Groupe de travail à composition non limitée sur la gouvernance, les procédures et les méthodes de travail des organes directeurs de l'UNESCO ([document 39 C/70](#)), que la Conférence générale a créé dans l'objectif d'exploiter les possibilités de renforcer la synergie, l'harmonisation, l'efficacité et l'impact. Par cette même résolution, la Conférence générale a invité le Conseil exécutif, la Directrice générale et les organes directeurs des différents organes examinés à mettre en œuvre ces recommandations, selon le cas.
2. L'examen de ce point lors de la douzième session du Comité (voir le document [ITH/17/12.COM/16](#)) était limité à la recommandation mentionnant précisément la Convention de 2003 (Recommandation 107, Annexe II du [document 39 C/70](#)). Après ses délibérations, le Comité a invité le groupe de travail informel ad hoc à composition non limitée de la Convention de 2003, créé par le Comité, à faciliter la mise en œuvre des recommandations concernées (décisions [12.COM 16](#) et [12.COM 13](#)). Il a également été décidé de porter ce point à l'ordre du jour de sa treizième session ([décision 12.COM 16](#)). Le rapport du groupe de travail informel ad hoc à composition non limitée de la Convention de 2003, soumis lors de la présente session du Comité (document [ITH/18/13.COM/16](#)), comporte des informations sur les discussions du groupe de travail à la suite de la douzième session du Comité concernant les recommandations applicables sur la gouvernance.
3. Conformément aux indications fournies au cours de cette session du Comité, le Secrétariat a préparé un tableau à soumettre à l'examen de la septième session de l'Assemblée générale. Celui-ci répertorie un ensemble de recommandations pouvant être considérées comme directement liées aux organes directeurs de la Convention de 2003. Chacune de ces recommandations s'accompagnait d'explications sur l'état d'avancement de sa mise en œuvre. Pour chacune des recommandations sélectionnées, l'appartenance à l'une des quatre catégories suivantes était également indiquée : « mise en œuvre achevée », « action en cours », « action proposée » ou « action nécessaire des États parties » (document [ITH/18/7.GA/12](#)).
4. Nombre des recommandations portaient sur les modifications possibles du règlement intérieur des organes directeurs de la Convention de 2003. En ce sens, elles étaient conformes aux observations exprimées précédemment et en particulier par la sixième session de l'Assemblée générale des États parties à la Convention de 2003, qui a noté les disparités entre les règlements intérieurs des différents organes des conventions de l'UNESCO dans le domaine de la culture. Par conséquent, cette session de l'Assemblée générale a invité les États parties à proposer des modifications de son Règlement intérieur ([résolution 6.GA 11](#)). Ainsi, lors de sa septième session, l'Assemblée générale a été invitée à examiner les modifications possibles de son Règlement intérieur (voir le document [ITH/18/7.GA/13](#)).
5. Confrontée à une situation impliquant deux processus parallèles, l'Assemblée générale a, lors de sa septième session, considéré que ces deux points ne peuvent pas être abordés séparément. Elle a donc décidé d'examiner les modifications du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dans le cadre des recommandations du groupe de travail à composition non limitée, dans le but de produire un seul groupe de modifications consolidées (résolutions [7.GA 12](#) et [7.GA 13](#)). Concrètement, l'Assemblée générale a demandé au Secrétariat de proposer, en consultation avec les États parties, des moyens d'assurer la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail à composition non limitée. Réaffirmant la nécessité d'harmoniser, le cas échéant, les règlements intérieurs des organes directeurs des six conventions culturelles, l'Assemblée générale a également souligné le rôle crucial du Secteur de la culture, « qui pourrait aider et faciliter ce processus en mettant à disposition une matrice contenant les amendements consolidés aux règlements intérieurs des organes susmentionnés » ([résolution 7.GA 13](#)).
6. À la suite de la septième session de l'Assemblée générale, le Groupe de liaison des conventions culturelles (GLCC) a examiné la [résolution 7.GA 13](#) et a décidé des étapes nécessaires à la préparation de la matrice susmentionnée. En octobre 2018, les modifications

proposées des règlements intérieurs des Conventions de 1972, de 2003 et de 2005 ont été bien avancées et le travail d'intégration dans cette matrice des règlements intérieurs des Conventions de 1954, de 1970 et de 2001 a débuté.

7. Un point mérite d'être souligné : la publication de l'édition 2018 des Textes fondamentaux de la Convention de 2003, qui reflète les modifications apportées en juin 2018 par la septième session de l'Assemblée générale. Cette publication a été rendue disponible en ligne en six langues le 26 octobre 2018. Pour cette toute dernière révision, le Secrétariat a veillé à ce qu'un langage neutre du point de vue du genre soit utilisé dans l'ensemble des Textes fondamentaux, conformément à la [résolution 7.GA 12](#).
8. L'annexe du présent document présente l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations applicables aux organes directeurs de la Convention de 2003. Il s'agit d'une mise à jour de l'état d'avancement présenté à la septième session de l'Assemblée générale. Là encore, pour chacune des recommandations sélectionnées, il est également précisé à laquelle des quatre catégories suivantes elle appartient :
 - i. **Mise en œuvre achevée** : les pratiques et/ou règles actuelles sont conformes à cette recommandation, aucune autre action n'est nécessaire. Par ailleurs, le Secrétariat considère que ses pratiques dans certains domaines couverts par les recommandations peuvent être reconnues comme des bonnes pratiques (12 recommandations dont 4 bonnes pratiques) ;
 - ii. **Action en cours** : une action a déjà été lancée par le Secrétariat (sept recommandations dont une bonne pratique) ;
 - iii. **Action proposée** : une action est proposée pour favoriser la mise en œuvre de ces recommandations (trois recommandations) ;
 - iv. **Action nécessaire des États parties** : la mise en œuvre de ces recommandations relève des États parties (quatre recommandations).
9. Le tableau ci-dessous présente les changements au niveau de l'état d'avancement par rapport à celui présenté lors de la septième session de l'Assemblée générale en juin 2018. De façon générale, des actions ont été menées pour faire évoluer un certain nombre de recommandations vers le statut « mise en œuvre achevée » ou « action en cours ».

État	Présenté lors de la session 7.GA	Présenté lors de la session 13.COM
Mise en œuvre achevée	11 recommandations dont 4 bonnes pratiques (56, 57, 59, 61, 62, 69, 70, 78, 79, 99, 101)	12 recommandations dont 4 bonnes pratiques (56, 57, 59, 61, 62, 69, 70, 73, 78, 79, 99, 101)
Action en cours	2 recommandations dont 1 bonne pratique (76, 100)	7 recommandations dont 1 bonne pratique (58, 65, 71, 76, 94, 96, 100)
Action proposée	8 recommandations (58, 65, 66, 67, 71, 73, 96, 97)	3 recommandations (66, 67, 97)
Action nécessaire des États parties	5 recommandations (60, 64, 68, 94, 107)	4 recommandations (60, 64, 68, 107)

10. Le Comité souhaitera peut-être adopter la décision suivante :

PROJET DE DÉCISION 13.COM 17

Le Comité,

1. Ayant examiné le document ITH/18/13.COM/17 et son annexe,

2. Rappelant les documents [ITH/18/7.GA/12](#) et [ITH/18/7.GA/13](#), les décisions [12.COM 13](#) et [12.COM 16](#) et les résolutions [7.GA 12](#), [7.GA 13](#) et [6.GA 11](#),
3. Rappelant également la résolution 39 C/87,
4. Prend note de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations sur la gouvernance d'après le travail du Groupe de travail à composition non limitée sur la gouvernance, les procédures et les méthodes de travail des organes directeurs de l'UNESCO qui sont pertinentes pour les organes directeurs de la Convention de 2003 ;
5. Remercie le Secrétariat d'avoir publié l'édition 2018 des Textes fondamentaux de la Convention en temps opportun, tout en veillant à l'utilisation d'un langage neutre du point de vue du genre dans toute cette publication ;
6. Prend également note des efforts continus déployés par le Secteur de la culture dans l'harmonisation des règlements intérieurs des organes directeurs des six conventions culturelles conformément à la [résolution 7.GA 13](#) en vue de présenter la matrice contenant les modifications consolidées aux organes susmentionnés ;
7. Décide de porter un point à l'ordre du jour de sa quatorzième session, en 2019, sur le « suivi de la mise en œuvre des recommandations pertinentes du Groupe de travail à composition non limitée sur la gouvernance, les procédures et les méthodes de travail des organes directeurs de l'UNESCO ».

ANNEXE

RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL A COMPOSITION NON LIMITEE SUR LA GOUVERNANCE, LES PROCEDURES ET LES METHODES DE TRAVAIL DES ORGANES DIRECTEURS DE L'UNESCO

PARTIE 2. STRUCTURE, COMPOSITION ET METHODES DE TRAVAIL DES ORGANES INTERNATIONAUX ET INTERGOUVERNEMENTAUX (OII) DE L'UNESCO¹

Recommandation	État
B. RECOMMANDATIONS GENERALES A TOUS LES ORGANES INTERNATIONAUX ET INTERGOUVERNEMENTAUX (OII)	
Efficacité (mandat, composition, structure, règlement intérieur, méthode de travail)	
<p>56. Les OII sont invités à actualiser leurs mandats, le cas échéant, y compris leurs objectifs et leurs programmes pour plus de cohérence par rapport aux priorités approuvées du C/5 et une meilleure prise en compte des évolutions planétaires actuelles, telles que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les mandats de l'Assemblée générale et du Comité sont définis dans le texte de la Convention, aux articles 4 et 7, respectivement. • L'ordre du jour de chaque session des organes directeurs contient des points qui répondent aux priorités approuvées du C/5 et aux évolutions planétaires. Par exemple : <ol style="list-style-type: none"> i. Lors de sa sixième session en juin 2016, l'Assemblée générale a adopté un nouveau chapitre des Directives opérationnelles sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et le développement durable au niveau national (résolution 6.GA 7). Dans ce nouveau chapitre, figure également le paragraphe 181 consacré à l'égalité des genres, l'une des priorités globales de l'UNESCO. ii. Afin d'aborder le rôle de la Convention de 2003 dans les situations d'urgence, un point intitulé « Le patrimoine culturel immatériel dans les situations d'urgence » figurait à l'ordre du jour des onzième et douzième sessions du Comité. iii. Lors de sa douzième session le Comité a en outre approuvé deux priorités de financement ; dont l'une vise à déployer des efforts pour inclure le patrimoine culturel immatériel dans l'éducation formelle et non formelle avec la coopération du secteur de l'éducation. Cette priorité devrait aider à atteindre l'Objectif de développement durable 4 en renforçant la pertinence et la qualité de plusieurs domaines d'études et en favorisant l'éducation à la paix et au développement durable (décision 12.COM 6).

1. Pour voir l'ensemble des recommandations, y compris la Partie 1 concernant les organes directeurs de l'UNESCO (Conférence générale et Conseil exécutif), consultez les documents 39 C/20 (<http://unesdoc.unesco.org/images/0025/002590/259081f.pdf>) et 39 C/70 (<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002600/260089F.pdf>)

Recommandation	État
<p>57. Afin de promouvoir la diversité et l'ouverture, il est recommandé de limiter à deux, sur une base volontaire, le nombre de mandats consécutifs pour les OII qui ne fixent actuellement aucune limite en la matière.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'article 6.6 de la Convention stipule « [qu'un] État membre du Comité ne peut être élu pour deux mandats consécutifs ».
<p>58. D'une manière générale, il est recommandé de limiter à deux le nombre de mandats consécutifs des membres dans tous les bureaux.</p> <p>Action en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conformément à l'article 13 du Règlement intérieur du Comité, les membres du Bureau « sont immédiatement rééligibles pour un deuxième mandat sous condition que le pays qu'ils représentent continue d'être État membre du Comité au moins jusqu'à la fin du mandat renouvelé ». • Bien que le Règlement intérieur de l'Assemblée générale ne précise pas la durée du mandat des membres de son Bureau, en pratique les membres effectuent seulement un mandat (voir le document ITH/18/7.GA/2 dans lequel figure la liste des membres du Bureau pour les sessions précédentes). • L'Assemblée générale pourrait choisir de modifier son Règlement intérieur pour tenir compte de cette recommandation ou bien poursuivre la pratique actuelle. • Mise à jour : conformément aux résolutions 7.GA 12 et 7.GA 13, une révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale sera présentée à la huitième session de l'Assemblée générale en 2020.
<p>59. Par souci d'économie, de cohérence et harmonisation, il est recommandé que les OII et la Conférence générale envisagent de rajuster en taille la composition des organes.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le nombre des États membres du Comité est fixé par l'article 5 de la Convention (vingt-quatre membres). Par conséquent, la mise en œuvre de cette recommandation supposerait d'amender le texte de la Convention.
<p>60. Les nominations et les décisions doivent être moins politisées et leur politisation doit être maîtrisée.</p> <p>Action nécessaire des États parties</p>	<ul style="list-style-type: none"> • C'est principalement aux États parties que revient la responsabilité de la mise en œuvre de cette recommandation. • Dans le même temps, il convient de noter que lors de sa onzième session, le Comité a créé un groupe de travail informel ad hoc pour traiter la question de la politisation. Ce groupe a été formé en particulier pour examiner les enjeux liés au processus de dialogue et de consultation entre l'Organe d'évaluation et les États soumissionnaires et au processus de prise de décisions par le Comité

Recommandation	État
	<p>concernant les candidatures, les propositions et les demandes ; ainsi que toute autre question permettant de renforcer la mise en œuvre de la Convention. Lors de sa douzième session, le Comité a examiné le rapport de ce groupe et a décidé de le soumettre à la septième session de l'Assemblée générale (document ITH/18/7.GA/6).</p> <ul style="list-style-type: none"> • En outre, par sa décision 12.COM 13, le Comité a décidé de poursuivre en 2018 le groupe de travail informel ad hoc, qui est désormais à composition non limitée et dont le mandat a été élargi. • Mise à jour : le rapport du groupe de travail informel à composition non limitée est présenté à la session actuelle du Comité (voir le document ITH/18/13.COM/16).
<p>61. Afin d'accroître la visibilité et l'efficacité de l'action des OII, il est recommandé de diffuser les informations plus efficacement grâce à une mise à jour et à l'amélioration des sites Web et de la communication en direction de tous les acteurs concernés, notamment les États membres et leurs commissions nationales.</p> <p>Mise en œuvre achevée (Bonne pratique)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Secrétariat publie toutes les informations relatives aux réunions, événements et projets concernant la Convention de 2003 sur le site Web de la Convention. • Par ailleurs, lorsque cela est nécessaire, le Secrétariat communique également par écrit avec les États parties, les organisations non gouvernementales accréditées et les centres de catégorie 2 dans le domaine du patrimoine culturel immatériel.
<p>62. Il est recommandé d'élaborer et de diffuser à un stade plus avancé les projets d'ordre du jour et les calendriers préliminaires, et ce principalement en utilisant le même modèle, avec des hyperliens renvoyant vers les documents à adopter/examiner en séance.</p> <p>Mise en œuvre achevée (Bonne pratique)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les délais statutaires pour la distribution de l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale et du Comité sont fixés respectivement à trente jours (article 16.3) et soixante jours (article 3.2) avant l'ouverture des sessions. En pratique, l'ordre du jour provisoire est publié en ligne et joint aux courriers d'invitation aux sessions de l'Assemblée générale et du Comité bien avant l'expiration de ces délais statutaires. Par exemple, le Secrétariat a envoyé les courriers d'invitation et les ordres du jour provisoires des onzième et douzième sessions du Comité le 2 septembre 2016 et le 21 septembre 2017, alors que les délais statutaires couraient jusqu'au 29 septembre 2016 et au 5 octobre 2017. • Conformément à l'article 12.2 du Règlement intérieur du Comité, le calendrier provisoire du Comité est adopté par le Bureau du Comité, puis présenté le jour même lors d'une session d'information et d'échange (chaque année en octobre).

Recommandation	État
	<ul style="list-style-type: none"> Les hyperliens sont fréquemment utilisés dans les documents de travail et d'information des organes directeurs de la Convention de 2003 ainsi que sur les pages Web consacrées aux réunions. En revanche, leur utilisation dans l'ordre du jour provisoire n'est pas conseillée car toute révision ou ajout entraînerait une modification de l'URL du document. Un hyperlien renvoyant à une version précédente du document pourrait être source de confusion.
<p>64. Il conviendrait de mener des consultations informelles ouvertes sur les projets de décision afin de promouvoir un processus décisionnel plus inclusif et efficace.</p> <p>Action nécessaire des États parties</p>	<ul style="list-style-type: none"> C'est aux États parties que revient la responsabilité de la mise en œuvre de cette recommandation.
<p>65. Il est recommandé d'amender le Règlement intérieur des OII, le cas échéant, de manière à avancer la date limite fixée pour la présentation des candidatures à leurs organes subsidiaires, de 48 heures à sept jours avant la date des scrutins.</p> <p>Action en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'article 14.4 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale stipule que « la liste des candidatures est finalisée trois jours ouvrables avant l'ouverture de l'Assemblée générale. Aucune candidature ne sera acceptée pendant les trois jours ouvrables précédant l'ouverture de l'Assemblée ». En outre, conformément à l'article 14.3, « aucun paiement de contributions obligatoires et volontaires au Fonds (ayant pour but de présenter une candidature au Comité) ne peut être accepté pendant la semaine précédant l'ouverture de l'Assemblée ». L'Assemblée générale pourrait choisir de modifier son Règlement intérieur ou bien poursuivre la pratique actuelle. Mise à jour : conformément aux résolutions 7.GA 12 et 7.GA 13, <u>une révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale sera présentée à la huitième session de l'Assemblée générale en 2020.</u>
Harmonisation (rôle des bureaux, transparence)	
<p>66. Le rôle, la composition et les procédures des bureaux, ainsi que leurs membres, doivent être clarifiés et harmonisés par une codification dans les statuts et règlements intérieurs ou par la définition de directives générales pour tous les OII, en collaboration étroite avec le Secrétariat.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Alors que l'article 12 du Règlement intérieur du Comité définit le rôle du Bureau du Comité, le rôle du Bureau de l'Assemblée générale n'est pas décrit dans le Règlement intérieur de l'Assemblée. Ni le Règlement intérieur du Comité ni celui de l'Assemblée générale ne précisent la composition de leurs bureaux respectifs.

Recommandation	État
<p>Action proposée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Assemblée générale pourrait choisir de modifier son Règlement intérieur pour préciser le rôle et la composition de son Bureau ou bien poursuivre la pratique actuelle. • Mise à jour : conformément aux résolutions 7.GA 12 et 7.GA 13, une révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale sera présentée à la huitième session de l'Assemblée générale en 2020. • Le Comité pourrait choisir de modifier son Règlement intérieur pour préciser la composition de son Bureau ou bien poursuivre la pratique actuelle.
<p>67. Il est suggéré que la composition des bureaux soit fixée, dans une mesure aussi compatible que possible avec les mandats de chaque OII, à six membres au maximum (un(e) président(e), un rapporteur et quatre vice-président(e)s issus des six groupes électoraux).</p> <p>Action proposée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En pratique, aussi bien pour l'Assemblée générale que pour le Comité, la composition du Bureau est fixée à sept membres au maximum (un(e) président(e), un rapporteur et quatre ou cinq vice-président(e)s). En revanche, ni le Règlement intérieur du Comité ni celui de l'Assemblée générale ne précisent la composition de leurs bureaux respectifs. • Mise à jour : conformément aux résolutions 7.GA 12 et 7.GA 13, une révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale sera présentée à la huitième session de l'Assemblée générale en 2020. • Le Comité pourrait choisir de modifier son Règlement intérieur pour préciser la composition de son Bureau ou bien poursuivre la pratique actuelle. • Voir la recommandation 66.
<p>68. Le caractère intergouvernemental des bureaux devrait être réaffirmé tout en conservant la participation des experts. À cet effet, il est recommandé de diffuser auprès de tous les organes directeurs et OII les directives ci-jointes (appendice 2).</p> <p>Action nécessaire des États parties</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Par sa décision 12.COM 16, le Comité a invité le Bureau à mener ses travaux en conformité avec les principes directeurs concernant les responsabilités des représentants des groupes électoraux au sein des bureaux. • Mise à jour : lorsqu'une réunion du Bureau est convoquée, le Secrétariat demande aux membres du Bureau de communiquer la date et le lieu de la réunion du Bureau au sein de chaque groupe électoral.
<p>69. Les documents concernant les réunions de bureaux devraient être publiés en ligne avant la tenue desdites réunions ; les conclusions, notamment les rapports des réunions des bureaux, devraient être communiquées à tous les membres et, le cas</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En pratique, les documents de travail et d'information relatifs aux réunions du Bureau du Comité sont publiés en ligne au moins deux semaines avant la date de chaque réunion. Le Secrétariat en informe les membres du Bureau par courrier électronique le jour de la mise en ligne.

Recommandation	État
<p>échéant, à toutes les délégations permanentes dans les meilleurs délais.</p> <p>Mise en œuvre achevée (Bonne pratique)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Immédiatement après chaque réunion du Bureau, le Secrétariat publie systématiquement en ligne les décisions prises par le Bureau. Tenant compte de cette recommandation, le Secrétariat a commencé en 2018 à transmettre les décisions du Bureau à l'ensemble des États parties par courrier électronique.
<p>70. Dans la mesure du possible, les élections des bureaux devraient se tenir peu de temps après les élections destinées à pourvoir les sièges au sein des différents organes pendant la Conférence générale, afin d'éviter que siègent dans les bureaux des États membres qui ne feraient plus partie des OII concernés.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Assemblée générale élit les membres de son Bureau au début de chaque session. • Le Comité élit les membres de son Bureau à la fin de chaque session ordinaire ; ils restent en fonction jusqu'à la fin de la session suivante (article 13).
<p>71. Dans la mesure du possible, les réunions des bureaux devraient être ouvertes aux observateurs et leurs méthodes de travail rendues plus transparentes.</p> <p>Action en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a aucune disposition à cet effet dans le Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Toutefois, en pratique, les réunions du Bureau de l'Assemblée générale sont ouvertes aux observateurs. L'Assemblée générale pourrait choisir de modifier son Règlement intérieur pour tenir compte de cette recommandation ou bien poursuivre la pratique actuelle. • Mise à jour : conformément aux résolutions 7.GA 12 et 7.GA 13, une révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale sera présentée à la huitième session de l'Assemblée générale. • Conformément à l'article 12.4 du Règlement intérieur du Comité, « [les réunions du Bureau du Comité] sont ouvertes aux États membres du Comité et aux États parties à la Convention en tant qu'observateurs, sauf si le Bureau en décide autrement. Les observateurs ne peuvent intervenir devant le Bureau qu'avec l'accord préalable du Président. »
<p>73. Il conviendrait d'adopter, dans tous les documents de l'UNESCO, un langage neutre du point de vue du genre.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans certaines sections des Textes fondamentaux de la Convention, le langage adopté n'est pas respectueux de l'égalité des genres. Par conséquent, ces textes pourraient être révisés dans ce sens en vue de leur réédition en 2018. • Mise à jour : conformément à la résolution 7.GA 12, l'édition 2018 des Textes fondamentaux adopte un langage neutre du point de vue du genre, dans les six langues de l'UNESCO.

Recommandation	État
Adéquation avec les grandes priorités de l'UNESCO	
<p>76. Les séances d'orientation destinées aux nouveaux membres des OII, en particulier les présidents et les membres de bureaux, devraient être institutionnalisées et prévoir une présentation des cadres du C/4 et du C/5. À cette fin, un petit guide pratique recensant les bonnes pratiques et les acronymes pourrait être produit afin d'aider les membres à se familiariser avec les méthodes de travail et les mécanismes du C/4 et du C/5.</p> <p>Action en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En ce qui concerne l'Assemblée générale, le Secrétariat envoie, à chaque nouvel État partie à la Convention, une lettre de bienvenue qui attire son attention sur les Textes fondamentaux de la Convention et lui communique les coordonnées des responsables désignés pour le soutenir. Le Président est élu à l'ouverture de chaque session et, par conséquent, ne reçoit aucune orientation préalable. • Concernant le Comité, lors d'une mission préparatoire dans le pays hôte (en mars/avril chaque année), le Secrétaire tient des réunions avec le Président sur les points de l'ordre du jour, le rôle du Président, le Règlement intérieur du Comité et les méthodes de travail. • Pour les États membres du Comité, une séance d'orientation est organisée à la veille de l'ouverture de la session du Comité chaque année paire lorsque des nouveaux membres du Comité sont élus. En outre, une session d'information et d'échange portant sur la session à venir du Comité est organisée chaque année en octobre. Afin de permettre aux membres du Comité de comprendre les tâches et responsabilités qui leur incombent rapidement suite à leur élection, le Secrétariat pourrait partager des notes d'information avec les nouveaux membres du Comité. • <u>Mise à jour : à la suite de l'élection des douze nouveaux membres du Comité, en juin 2018, le Secrétariat a envoyé à ces nouveaux membres un document de présentation générale sur la Convention de 2003 ; en outre, une séance d'orientation a été organisée pendant la session d'information et d'échange qui s'est tenue le 2 octobre 2018, concernant la treizième session du Comité.</u>
Cohérence, coordination et synergies	
<p>78. Le recours à différentes langues reste un objectif majeur sur le plan de l'inclusion et de l'efficacité.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les langues de travail de l'Assemblée sont l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe (article 10.1). « Les orateurs peuvent cependant s'exprimer dans toute autre langue à condition de veiller eux-mêmes à ce que leurs interventions soient interprétées dans l'une des langues de travail » (article 10.3). • Les langues de travail du Comité sont l'anglais et le français. L'article 41.1 précise que « [t]ous les efforts seront faits, y compris l'usage de fonds extrabudgétaires, afin de faciliter l'emploi des autres langues officielles des Nations Unies en tant que langues de travail ». Avant chaque session du Comité,

Recommandation	État
	il est rappelé aux États parties que l'interprétation dans d'autres langues est proposée à condition que des fonds extrabudgétaires puissent y être consacrés.
<p>79. Il est demandé aux OII et à leurs secrétariats d'améliorer la coordination de la planification des réunions afin d'éviter les chevauchements.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Unité des partenariats, de la communication et des réunions (anciennement Unité des services communs des conventions) du Secteur de la culture veille à ce qu'il n'y ait pas de chevauchement entre les réunions des six conventions culturelles.
E. RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES A TOUTES LES CONVENTIONS DE L'UNESCO	
Conventions relatives à la culture	
<p>94. Un meilleur équilibre en termes d'allocation équitable des ressources humaines et financières à toutes les conventions relatives à la culture est souhaité, compte tenu de leur importance au regard du mandat de l'UNESCO. Toutes les conventions culturelles ont besoin de ressources supplémentaires pour remplir pleinement leurs objectifs.</p> <p>Action en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les États parties sont directement responsables de la mise en œuvre de cette recommandation. Toutefois, le Secrétariat a mis en lumière la nécessité de renforcer les ressources humaines du Secrétariat pour mettre en œuvre les mécanismes d'assistance internationale du Fonds, et notamment pour assurer leur suivi efficace (voir le document ITH/17/12.COM/7). En réaction, le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver la création de trois nouveaux postes à durée déterminée financés à l'aide de fonds extrabudgétaires (décision 12.COM 7). • Mise à jour : lors de sa septième session en juin 2018, l'Assemblée générale a approuvé la création de trois postes à durée déterminée financés à l'aide de fonds extrabudgétaires, notamment par le Fonds du patrimoine culturel immatériel pour la mise en œuvre des mécanismes de l'assistance internationale relevant du Fonds ; le recrutement pour ces postes est en cours au moment de la rédaction du présent document.
<p>96. Les organes directeurs des conventions sont invités, par voie de larges consultations, à étudier de façon plus approfondie, le cas échéant, l'harmonisation des règlements intérieurs et la cohérence des procédures de prise de décisions, en tenant compte de leurs mandats respectifs et de leurs particularités. Ils peuvent s'inspirer des bonnes pratiques des traités environnementaux/PNUE pour développer des synergies en matière d'organisation, de partage de l'information et de rationalisation des coûts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Par sa résolution 6.GA 11, l'Assemblée générale a invité les États parties à proposer des modifications à son Règlement intérieur afin d'améliorer la cohérence des règlements intérieurs des différents organes des conventions culturelles de l'UNESCO. Un point concernant l'examen des propositions reçues a figuré à l'ordre du jour de la septième session de l'Assemblée générale (voir le document ITH/18/7.GA/13). • Mise à jour : à la suite des résolutions 7.GA 12 et 7.GA 13, une révision du Règlement intérieur de l'Assemblée générale sera présentée à la huitième session de l'Assemblée générale en 2020.

Recommandation	État
Action en cours	
<p>97. Les réunions des président(e)s des comités des conventions culturelles pourraient être plus interactives et axées sur l'action. Les président(e)s devraient travailler ensemble de manière stratégique pour aborder les thèmes et les défis communs, étudier des réponses communes et envisager une coopération.</p> <p>Action proposée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre de cette recommandation doit se faire au niveau du Secteur de la culture. • Le Groupe de liaisons des conventions culturelles, rassemblant les secrétaires des six conventions culturelles et les hauts responsables du Secteur de la culture, se réunit régulièrement pour partager des informations. Des sous-groupes sur différents sujets (rapports périodiques, assistance internationale, etc.) partagent également des ressources et des méthodologies.
<p>99. Les mesures de transparence et de reddition de comptes pourraient être améliorées, notamment la diffusion des procès-verbaux/principaux résultats des réunions des bureaux.</p> <p>Mise en œuvre achevée (Bonne pratique)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Voir la recommandation 69.
<p>100. Le renforcement des capacités et la formation commune à toutes les conventions culturelles devraient être améliorés.</p> <p>Action en cours (Bonne pratique)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du programme global de renforcement des capacités initié par le Secrétariat en 2009, une série d'outils prévus à cette fin a été élaborée. Ces outils abordent des thèmes tels que l'UNESCO et ses conventions sur la culture et le patrimoine, en comparant les Conventions de 2003, 1972 et 2005. • Néanmoins, ils n'ont pas été mis à jour depuis 2015 à cause de contraintes budgétaires. Il convient de noter que la mise en œuvre du programme global de renforcement des capacités de la Convention de 2003 est fortement tributaire du budget tiré du Fonds du patrimoine culturel immatériel et alloué aux « autres fonctions du Comité » ; ainsi que des contributions volontaires supplémentaires et des Fonds-en-dépôt.
<p>101. Les organes directeurs des conventions et leurs secrétariats sont encouragés à élaborer des stratégies de ratification adaptées.</p> <p>Mise en œuvre achevée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le travail du Secrétariat en la matière porte ses fruits. Il inclut par exemple l'élaboration d'outils de renforcement des capacités sur les ratifications et l'organisation d'ateliers sur ce sujet ; ainsi que le soutien apporté par des agents régionaux de la Section du patrimoine culturel immatériel aux États qui ne sont pas parties à la Convention. La ratification de la Convention de 2003 est presque universelle, puisque cette dernière compte à la date de rédaction du présent document 177 États parties.

Recommandation	État
	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour : le nombre d'États parties à la Convention de 2003 est de 178 (octobre 2018).
Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)	
<p>107. Les procédures décisionnelles et la crédibilité du Comité doivent être renforcées, compte tenu du Groupe de travail ad hoc constitué pour traiter ces questions.</p> <p>Action nécessaire des États parties</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Voir la recommandation 60.